



MOTION

Poursuites : limitons les frais !

Après examen du dernier budget, il ressort que les frais avancés aux offices des poursuites sont très importants pour notre Municipalité et qu'ils ne sont pas toujours récupérés. Il s'agit notamment de frais de commandement de payer, de notifications, de saisie, de faillite, etc. Certains frais sont fixes et d'autres varient en fonction du montant de la créance en poursuite et de la tournure de la procédure.

Renseignements pris, la pratique de la Municipalité est de mettre aux poursuites les débiteurs pour chaque créance. Par exemple, une personne qui ne paie pas sa taxe déchets 2024 (CHF 67.-) sera mise aux poursuites en 2024 pour ledit montant, même chose pour 2025. Cette poursuite en 2024 engendra, entre autres, une avance de frais pour le commandement de payer de CHF 21.-. Ainsi, si le débiteur ne paie pas 4 années de suite, CHF 84.- seront avancés par la Municipalité rien que pour les commandements de payer. A cela s'ajoutera tous les autres frais (fixes et variables). Si la poursuite n'aboutit pas ou mène à un acte de défaut de bien, ces frais sont très difficilement ou jamais récupérés. Mais encore, cette pratique oblige les employés communaux à faire des poursuites tous les mois.

La pratique communale peut être optimisée. En effet, il serait avantageux de regrouper les créances contre un même débiteur et de faire une seule poursuite. Dans notre exemple de la taxe sur les déchets, la Municipalité devrait regrouper ses créances en se rapprochant de la prescription. En effet, en attendant 4 ans par exemple pour introduire des poursuites, le montant en poursuite sera de CHF 268.- (4 x CHF 67.-), les frais de commandement de payer ne seraient alors que de CHF 34.- (contre CHF 84.- mentionnés ci-dessus), les frais fixes (notification, notification par la police, saisie ou faillite, etc.) ne seraient facturés qu'une fois et la Municipalité ne ferait qu'une seule procédure de poursuite. De plus, la Municipalité pourrait regrouper les poursuites pour les autres éventuelles dettes du débiteur.

Ainsi, regrouper les poursuites n'aurait que des avantages :

- Limitation des frais avancés ;
- Libération de temps pour la personne en charge des poursuites (une poursuite au lieu de plusieurs) ;
- Limitation des risques d'erreur (moins de poursuites en cours) ;
- Les intérêts moratoires continuent de courir (aucune perte financière pour la Municipalité) ;
- Limitation des pertes en cas d'indigence du débiteur.

Au vu de ce qui précède, **il est demandé au Conseil municipal de prendre les mesures nécessaires pour regrouper au maximum les poursuites contre les débiteurs de la Municipalité.**

Pour le groupe PLR
Julien Cattin